

DOCUMENTS DE LA REVOLUTION NATIONALE- DEMOCRATIQUE PALESTINIENNE



FRONT DEMOCRATIQUE POPULAIRE DE LIBERATION DE LA PALESTINE

DES PROPOSITIONS STERILES A LA SOLUTION DEMOCRATIQUE

1970

Face à une question aussi complexe que la question palestinienne, se présente une multitude de solutions dont chacune exprime, en dernière analyse, une position de classe.

La réaction arabe a présenté une solution chauvine, consistant à « égorger les juifs, et les jeter à la mer », ou, dans le meilleur des cas, à les expulser.

La réaction vise par cette « solution », à inculquer aux masses une éducation chauvine et fanatique, afin de masquer son antagonisme avec elles, donc d'escamoter la lutte de classes.

Pendant très longtemps, la réaction a exercé un chantage terroriste à l'égard des forces révolutionnaires arabes, en les accusant de porter atteinte à l'union nationale, donc de servir l'ennemi sioniste: alors que la réaction constitue la meilleure garantie pour l'État d'Israël, du fait de son alliance avec l'impérialisme et de la conservation des structures rétrogrades traditionnelles de la société arabe confrontée avec la supériorité technologique israélienne.

Et c'est cette alliance objective avec le sionisme que veut cacher la réaction arabe, derrière une phraséologie chauvine.

D'autre part, cette solution considère tout juif comme étant un sioniste, et c'est exactement cela que tente d'accréditer le sionisme : ainsi, la réaction renforce davantage son alliance objective avec le sionisme (...).

Avec la même logique chauvine, elle a exagéré indéfiniment la force de l'ennemi, en présentant les choses de la façon suivante : « *Il existe un complot international sioniste, juif, pour dominer le monde. Israël et son expansion ne constituent que la première phase de ce vaste complot dont le capitalisme occidental est aussi la victime.* »

Avec un tel raisonnement, la réaction cherche tout d'abord à se dégager des responsabilités de la défaite. Si l'ennemi, dit-elle, « a une telle puissance, au point de faire du puissant capitalisme une victime, la défaite de juin devient tout à fait compréhensible. »

A quelle solution aboutit cette logique ?

A la solution ce pacifiste»: « La solutionne consiste pas à lutter contre le sionisme et l'impérialisme, mais à renforcer l'alliance arabe avec l'Occident, en convainquant ce dernier, qu'il est victime d'un complot... et que, par conséquent, il devra cesser d'appuyer Israël ».

Quant aux régimes petits-bourgeois, ils présentent une solution qui exprime leur crise historique. Ils considèrent la défaite comme une simple défaite militaire, donc la voie pour se débarrasser de ses séquelles serait une victoire remportée par les armées régulières.

Ils sont incapables de mener une lutte méthodique et unitaire contre l'impérialisme, car cela signifierait le sacrifice des privilèges récemment acquis par la minorité embourgeoisée. Ils ne peuvent pas s'allier à l'impérialisme, car celui-ci a des alliés plus sûrs et plus fidèles dans les régimes réactionnaires.

Ils ne peuvent pas non plus négliger les règles du jeu politique arabe, telles qu'elles sont imposées par les régimes réactionnaires (...).

Ces régimes ne trouvent comme solution que la Résolution du Conseil de sécurité du 22 novembre 1967, qu'ils interprètent à

leur façon, c'est-à-dire le retour à la situation d'avant la guerre de juin.

Mais cette « solution » n'en est pas une en réalité.

Car l'État d'Israël, quelles que soient ses frontières, et même avec le retour des « réfugiés », constituera toujours une violation du droit du peuple palestinien à disposer de lui-même, et un poste avancé de l'impérialisme, menaçant le mouvement de libération nationale arabe.

Il y a aussi la solution adoptée par la « gauche » sioniste et la réaction palestinienne en Cisjordanie, qui consiste à créer un État palestinien sur une partie de la Palestine, coexistant avec l'État d'Israël, et le reconnaissant.

Cette solution vise à escamoter la question palestinienne, à affaiblir la lutte actuelle, à créer un État fantôme, entre les mains d'Israël (...).

Quant à la solution qui consiste à créer un État bi-national dans toute la Palestine — solution d'abord adoptée, et actuellement abandonnée par le Matzpen —, elle est erronée, car elle établit une séparation arbitraire entre la Palestine et la région arabe et ne constitue nullement une garantie contre le retour de l'oppression.

Dans la réalité présente, c'est le côté israélien qui exercera cette oppression. Il y a enfin, la solution préconisée par Ury Avnéry, qui consiste en une fédération entre l'État d'Israël et un État palestinien. Cette solution réformiste et petite-bourgeoise ne vise pas à détruire le sionisme et Israël, mais seulement à en

extirper quelques malfaçons; elle néglige l'essence du problème: l'existence d'Israël, en tant qu'État et quelle que soit sa forme, est une négation du droit du peuple palestinien à disposer de lui-même.

Face à ces solutions stériles, il y a la solution démocratique. Cette solution n'est pas le fait d'un désir subjectif, intellectuel, mais celui d'une analyse de la réalité objective et des lois qui gouvernent les possibilités du développement de cette réalité, ainsi que d'une vision stratégique fondée sur cette analyse.

Cette solution consiste à séparer les juifs du sionisme et considère, conformément à la réalité, que l'antagonisme ne se situe pas entre les juifs et les Arabes, mais entre le sionisme et la Nation arabe, dont le peuple palestinien fait partie.

C'est pourquoi, la destruction du sionisme — et non des juifs — est la condition de cette solution. Tant que le sionisme est le ciment de la société israélienne, cette communauté restera oppressive.

C'est pourquoi il faut détruire le sionisme et la colonisation sioniste en Palestine. Mais, ce colonialisme est spécifique : il consiste en la domination juive sur la Palestine dans un État mono-racial, et considère la Palestine comme la « terre promise » pour les juifs du monde entier.

Ainsi, la destruction de la colonisation sioniste ne signifie pas seulement la destruction de l'État d'Israël avec toutes ses Institutions (armée, administration, police, institutions politiques et économiques sionistes), mais aussi l'abolition de la domination juive sur la Palestine (qui consiste à faire de la

Palestine la terre de tous les juifs du monde), par l'abolition de la « loi du retour », qui considère que n importe quel juif du monde a le droit de s'installer en Palestine.

C'est seulement après l'abolition de l'État sioniste et de ses structures spécifiques, qu'Arabes et juifs pourront coexister en Palestine, dans une égalité absolue, loin de toute oppression nationale ou religieuse.

La destruction de l'État sioniste ne suffit pas. Il faut, en même temps, établir les fondements qui garantissent le non-retour du sionisme. Ceci ne sera possible que si la Palestine future fait partie intégrante d'un État socialiste, qui engloberait toute la région (...).

Mais, comme l'abolition du sionisme est conditionnée par le succès de la révolution arabe, il est naïf d'imaginer la future Palestine indépendamment de la région, et séparée du processus révolutionnaire qui l'agite.

Le fait que l'État unitaire sera socialiste suffit à établir les fondements objectifs, afin que la Palestine soit réellement démocratique, sans aucune trace d'oppression nationale. Seul le socialisme est capable de résoudre les problèmes d'oppression nationale, car il détruit le fondement matériel de toute oppression.